



**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
COMMUNE DE AIZENAY**

**Arrêté temporaire n°2022-344ACT
Portant réglementation de la circulation**

RUE DU MARECHAL FOCH

Monsieur ROY Franck, Le Maire de la commune d'Aizenay,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6

Vu le Code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-21-1

Vu l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière et notamment le livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription

Considérant que des travaux de remplacement d'une vitrine commerciale rendent nécessaire d'arrêter la réglementation appropriée de la circulation, afin d'assurer la sécurité des usagers, le **09/12/2022** RUE DU MARECHAL FOCH

ARRÊTE

Article 1

Le 09/12/2022, la circulation des véhicules est interdite 12 rue du Maréchal Foch, entre 13 h et 15 h. Par dérogation, cette disposition ne s'applique pas aux riverains, notamment à la patientèle du cabinet de kinésithérapie sis 10 rue du Maréchal Foch, aux véhicules de police et véhicules de secours.

Article 2

La signalisation réglementaire (fermeture et itinéraire de déviation) conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le demandeur, Entreprise GROIZARD.

Article 3

Le Maire de la commune d'Aizenay, Le Directeur Général des Services, La Responsable du Service Voirie et La Responsable de la Police Municipale sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur.

Fait à Aizenay, le 24/11/2022

**Franck ROY
Le Maire de la commune d'Aizenay**



DIFFUSION:

- Entreprise GROIZARD
- Le Maire de la commune d'Aizenay
- La Responsable de la Police Municipale

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Conformément aux dispositions de la loi 78-17 du 06/01/1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le bénéficiaire est informé qu'il dispose d'un droit d'accès et de rectification qu'il peut exercer, pour les informations le concernant, auprès de la collectivité signataire du présent document.